



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 03 février – 09 février 2023

En bref

La Banque centrale du Mexique (Banxico) surprend et relève son **taux d'intérêt directeur de 50 points de base (pdb)** pour le porter à 11 % ce jeudi 9 février 2023. Cette décision, prise à l'unanimité, dépasse les anticipations du marché (+25 pdb), ainsi que la hausse de taux de la Fed quelques jours plus tôt (+25 pdb). Le **taux d'intérêt directeur de Banxico atteint** ainsi un nouveau record historique, et totalise une augmentation de 675 pdb, en 14 mouvements, depuis le début du cycle de resserrement monétaire en juin 2021. Cette nouvelle augmentation est de même ampleur que la précédente (+50 pdb en décembre 2022). Les données d'inflation du mois de janvier pourraient avoir mis la pression sur Banxico, avec une inflation globale qui s'accélère de nouveau, à 7,91 % g.a (malgré un ralentissement observé fin 2022 à 7,82 %), et une inflation sous-jacente à 8,45 % (contre 8,35 % en décembre 2022).

LE CHIFFRE À
RETENIR

11 %

Taux d'intérêt directeur de la
Banque centrale du Mexique
(Banxico) ce jeudi 9 février 2023

Zoom sur

Dans le cadre du programme « Call to Action and the Partnership for Central America (PCA) » lancé par Kamala Harris en mai 2021, la vice-présidente des Etats-Unis a annoncé de nouveaux **engagements d'entreprises privées dans les 3 pays du Triangle Nord, s'élevant à 950 M USD. L'objectif de ce programme est de créer suffisamment d'opportunités économiques** dans ces trois pays pour limiter in fine les flux de migration vers les Etats-Unis. A ce jour, le programme PCA a **réussi à réunir près de 4,2 Mds USD d'investissements privés dirigés vers le Guatemala, le Honduras ou El Salvador. L'Etat américain se place en facilitateur de ces investissements, en mobilisant l'appui notamment de USAID et d'autres structures, telles que la Central America Service Corps, créée en juin 2022 pour offrir aux jeunes des pays du Triangle Nord des opportunités de service communautaire rémunéré accompagné d'un mentorat, pour faciliter leur insertion professionnelle.** Parmi les nouveaux investissements annoncés, se trouve par exemple **l'entreprise Millicom, promettant 350 M USD au cours des 3 prochaines années pour étendre le réseau mobile dans la zone ou encore l'entreprise Protela-Colombia qui prévoit d'investir 45 M USD pour la construction d'une usine textile au Guatemala, etc.** La vice-présidente des Etats-Unis **s'est en outre félicitée** que le nombre de migrants en provenance des trois pays ait diminué de 71 % depuis août 2021.

Mexique

1. ECONOMIE

Selon l'Institut national de la statistique et de géographie (INEGI), l'inflation a de nouveau accéléré en janvier, affichant un taux annuel de 7,91 % et une variation mensuelle de 0,68 %. Il s'agit de la plus forte augmentation annuelle pour un mois de janvier depuis janvier 2001. L'inflation sous-jacente, qui élimine de son calcul les biens et services dont les prix sont volatils, s'établit à 8,45 % en rythme annuel en janvier. Cela s'explique principalement par une hausse de 11 % g.a des prix des marchandises, avec une augmentation de 14,08 % g.a des produits alimentaires. L'inflation secondaire a enregistré un taux annuel de 6,32 %, due à une hausse de 9,93 % g.a des prix agricoles et de 3,44 % des tarifs énergétiques et tarifs autorisés par le gouvernement.

Au cours du mois de novembre 2022, l'indicateur global de l'activité économique (IGAE), qui suit l'économie sur une base mensuelle, a fait état **d'une contraction de 0,5 % de l'économie** mexicaine. Ainsi, cette dernière a enregistré sa deuxième baisse de 2022, et la plus forte contraction sur un mois depuis août 2021, où elle était de 1,5 %. Les faibles performances de l'économie mexicaine s'expliqueraient en grande partie par le ralentissement des activités tertiaires (commerce et services), qui représentent environ 60 % du PIB national.

Les échanges commerciaux entre le Mexique et les Etats-Unis ont atteint un montant historique de 779,3 Mds USD en 2022, soit une croissance de 17 % par rapport au montant enregistré en 2021. Ce chiffre a été soutenu par une croissance annuelle de 18,3 % des importations américaines de marchandises en provenance du Mexique, qui ont atteint 454,9 Mds USD. Les importations

américaines en provenance du Mexique représentaient 14 % du total des importations en 2022. Quant aux exportations des Etats-Unis vers le Mexique, elles ont augmenté de 17,3 % (g.a) pour atteindre 324,4 Mds USD. Le Mexique est alors le deuxième partenaire commercial des Etats-Unis, devancé par le Canada. Selon une analyse du Grupo Financiero Base, les trois principaux secteurs d'importation américaine en provenance du Mexique étaient : (i) la fabrication de matériel de transport (30,8 %), (ii) la fabrication de matériel informatique et de communication (18 %), et (iii) la fabrication d'accessoires et d'appareils électriques (9,1 %).

Les investissements directs étrangers entrants dans le pays en 2022 ont totalisé 35,3 Mds USD, soit le montant le plus élevé depuis 2015. D'après le rapport du ministère de l'économie, ceci représente une hausse de 12 % par rapport à 2021. Parmi les investissements enregistrés, environ 48 % correspondent à de nouveaux investissements dans le pays, et 45 % à des bénéficiaires qui ont été réinvestis au Mexique. Les 7 % restant correspondent à des prêts et des paiements entre sociétés du même groupe. La plupart des investissements directs étrangers enregistrés en 2022 provenaient de partenaires commerciaux du T-MEC : les Etats-Unis ont investi 15 Mds USD, et le Canada environ 3,8 Mds USD. La quasi-totalité des investissements est répartie dans 10 secteurs, dont notamment : (i) la fabrication (36 %), (ii) le transport (15 %), (iii) les services financiers (13 %), (iv) les médias de masse (13 %), ou encore (v) le commerce (6%).

Fin janvier 2023, la création de 722 126 emplois au cours des douze derniers mois, représentait la plus forte augmentation de ces dix dernières années selon l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS). Ceci représente une augmentation annuelle de 3,5 %. En janvier 2023, les secteurs économiques affichant le plus fort taux de croissance annuelle de l'emploi sont (i) les transports et les communications avec +5,8 % g.a, (ii) la construction avec +5,7 % g.a, et (iii) les

services aux entreprises avec +4,3 % g.a. Par Etat, Tabasco, Baja California Sur et Quintana Roo se distinguent avec des hausses annuelles de plus de 8 %. D'autre part, l'IMSS a précisé qu'à la fin du mois de janvier 2023, le salaire de base moyen atteignait 519,2 MXN, soit une augmentation annuelle nominale de 11,2 %, soit la plus élevée enregistrée au cours des 22 dernières années.

Selon l'INEGI, la consommation privée au Mexique a diminué de 0,63 % g.m en novembre 2022 malgré l'opération Buen Finn 2022. Avec cette baisse, l'indicateur mensuel de la consommation privée sur le marché intérieur a rompu une série de quatre mois de hausse consécutive. L'indice s'est établi à 120,73 unités, soit une reprise de 3,08 % par rapport à son niveau prépandémique. En termes annuels, une progression de 4,13 % a été observée. Le ralentissement mensuel de la consommation privée s'est principalement traduit par la baisse des biens importés de 3,67 % g.m en novembre, soit la deuxième baisse consécutive et la plus forte en 19 mois. De même, le secteur des biens et services a reculé de 0,27 % en novembre, sa première contraction en quatre mois selon l'INEGI. Les biens nationaux et les services ont affiché une baisse mensuelle de 0,04 % et 0,35 % respectivement. Selon le ministère de l'Économie, l'opération Buen Fin 2022 a généré 134 Mds MXN de ventes, et n'a donc pas atteint son objectif.

Après une croissance mensuelle de 1,39 % en octobre 2022, l'investissement brut en capital fixe a stagné en novembre 2022, selon l'INEGI. L'indice s'est établi à 100,67 unités en novembre, montrant une reprise de 3,95 % par rapport au niveau prépandémique de février 2020. Cependant il accuse un retard de 9,94 % par rapport à son maximum historique enregistré en juillet 2018. Par rapport à novembre 2021, l'investissement brut en capital fixe a augmenté de 5,90 %, soit une croissance annuelle moins prononcée que celle enregistrée en octobre 2022 (+6,65 % g.a). Cette stagnation s'est produite malgré la progression mensuelle de 1,38 % de la construction en novembre. Toutefois,

l'autre composante de l'investissement brut en capital fixe, se rapportant aux machines et équipements, s'est contractée de 1 % g.m. Ce recul s'explique par la baisse de 3,72 % g.m des investissements en machines et équipements importés.

Selon la dernière enquête de la banque mexicaine Citibanamex, l'indice des prix à la consommation augmenterait de 5,15 % en 2023, contre 5,1 % prévus il y a quinze jours. Les prévisions d'inflation de la banque ont continué de se dégrader pour 2023. L'inflation sous-jacente s'établirait quant à elle à 5,04 % cette année, contre 5 % dans les précédentes estimations. Pour 2024, les projections d'inflation globale restent inchangées par rapport aux dernières prévisions, à 4 %, tandis que l'inflation sous-jacente est portée à 3,95 % contre 3,90 % précédemment. Selon les répondants de l'enquête, le taux directeur terminerai l'année 2023 à 10,5 %, et à 8,25 % en 2024. Enfin, en ce qui concerne la croissance du PIB, le consensus estime désormais une croissance de 1 %, contre 0,9 % dans la précédente enquête. Pour 2024, la projection de croissance demeure à 1,9 %.

2. FINANCES PUBLIQUES

Dans le rapport sur les finances publiques et la dette publique publié au T4 2022, il est indiqué que le gouvernement fédéral a payé 815 Mds pour le service de la dette en 2022, soit 10 % de plus qu'en 2021. Il s'agit de la plus forte augmentation du service de la dette depuis 2018, causée par la hausse des taux d'intérêts internationaux dans le but de contenir les niveaux élevés d'inflation. De même, les ressources allouées au service de la dette ont été supérieures à celles qui avaient été programmées par le gouvernement avec 23,7 Mds MXN de plus que prévu. Les statistiques du ministère des finances (SHCP) ont montré que le coût financier de la dette domestique aurait augmenté de 21 % g.a, et met une pression sur les finances

publiques du pays. Pour l'année 2023, le gouvernement fédéral prévoit une augmentation de 30 % du coût financier de la dette par rapport au montant approuvé pour 2022. Ainsi, le coût financier de la dette aurait représenté 2,7 % du PIB en 2022 et devrait s'élever à 3,5 % du PIB.

La collecte des recettes fiscales a représenté 13,3 % du PIB en 2022, soit un montant inférieur aux 14,1 % du PIB estimés par le ministère des Finances (SHCP). Selon Adriana Garcia, coordinatrice de l'analyse économique à Mexico, ¿Cómo vamos?, la principale raison pour laquelle les recettes fiscales n'ont pas atteint les objectifs fixés par la loi fédérale sur les recettes 2022 est que l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) sur l'essence et le diesel n'a pas été perçu, en raison de la stratégie du gouvernement visant à contenir l'accélération de l'inflation et les prix élevés des carburants dus à la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Le coussin financier du gouvernement, utilisé en cas de choc sur les finances publiques, affiche une augmentation de son solde en 2022, mais reste loin des niveaux pré-pandémiques. Le Fonds de stabilisation des recettes budgétaires, principal amortisseur financier du gouvernement, présentait un solde de 1,36 Mds USD fin 2022, soit une hausse de 143 % par rapport à l'année précédente, selon les données du Ministère des Finances. Au total, en 2022, le Fonds a perçu des recettes de 850 M USD, dont 90 % provenaient de contributions, comme le transfert de ressources du Fonds pétrolier mexicain, ainsi que des recettes excédentaires obtenues par le Trésor public, et 10 % ont été obtenus par intérêt. Bien que le solde du Fonds ait considérablement augmenté, il reste loin des niveaux observés avant la pandémie de Covid-19. En effet, à la fin de l'année 2019, le Fonds disposait de près de 10 Mds USD. Les ressources ont été presque entièrement utilisées en 2020.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Grâce au rachat de la raffinerie de Deer Park au Texas, Petróleos Mexicanos (Pemex) réalise un bénéfice supplémentaire de 400 M USD. L'entreprise s'est félicitée de cet investissement de 600 M USD, notamment après avoir estimé que les bénéfices annuels de l'usine étaient d'environ 1 Md USD en 2022. Sous la gestion de Pemex, l'usine Deer Park a amélioré ses résultats puisqu'elle a traité 279 000 barils/jour, soit une hausse de 15,7 % par rapport à 2021.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 09/02
Bourse (IPC)	-3,44%	1,59	53 125,01 points
Change MXN/USD	1,83%	-7,94%	18,94
Change MXN/EUR	-0,15%	-12,75%	20,42
Prix du baril mexicain	-2,02%	-17,94%	67,27

Amérique centrale

1. GUATEMALA

L'inflation interannuelle continue son accélération et s'élève à 9,69 % fin janvier, contre 9,24 % à fin décembre. Selon l'Institut Statistique National (INE), cette dynamique a été portée par la hausse des prix des biens alimentaires de 0,52% ce mois-ci, où les principales hausses de prix se sont portées sur les tomates (+0,29 %) et les pommes de terre (+0,21 %). En conséquence, le coût annuel du panier alimentaire de base est

passé de 397 USD en janvier 2022 à 464 USD ce mois-ci. À l'inverse, le prix des transports a baissé en janvier de 0,28 %. Le Conseil Monétaire de la Banque Centrale se réunira le 22 février prochain pour décider d'une possible augmentation du taux directeur, qui est aujourd'hui fixé à 4,25 %.

Les autorités s'attendent finalement à récolter 11,9 Mds USD de recettes fiscales cette année (12,1 % du PIB), plus optimistes que les 11 Mds USD initialement prévus dans le budget 2023. Le budget prévoyait des recettes fiscales équivalentes à 11,2% du PIB, récoltées principalement grâce à la perception de l'impôt sur le commerce extérieur (TVA à l'importation et droits de douane), représentant 31,2 % des recettes fiscales de 2023, suivi de l'impôt sur les revenus (27,3 % des recettes fiscales) et de la TVA (20,5 % des recettes fiscales). En 2022, les recettes fiscales s'étaient élevées à 11,1 Mds USD.

Selon une étude de la BID, 56 % des Guatémaltèques auraient éprouvé des difficultés à se nourrir entre 2019 et 2022. Le Guatemala est ainsi le deuxième pays de la région d'Amérique latine et Caraïbes où la prévalence de l'insécurité alimentaire est aussi élevée, juste après Haïti (83 %). Outre les causes structurelles liées au réchauffement climatique et à la pauvreté des ménages, le rapport de l'institution met entre autres en cause la pandémie et la guerre en Ukraine, qui ont contribué à la raréfaction et à la hausse des prix des ressources alimentaires, deux dynamiques affectant en premier les ménages à faibles revenus. En effet, en 2022, 46% des ménages guatémaltèques percevaient des revenus inférieurs au coût du panier alimentaire de base. En conséquence, 26 % de la population se trouvait en situation d'urgence alimentaire en 2022, soit 4,6 millions d'individus.

2. EL SAVADOR

Malgré le paiement par le gouvernement des **604,1 M USD d'obligations souveraines restantes fin janvier, l'agence de notation Fitch** a maintenu la note à long terme du pays à « CC ». Selon l'agence, El Salvador reste toujours exposé à un

risque de défaut de paiement étant donné qu'il est encore soumis à une pression fiscale importante, à un accès restreint aux marchés financiers et qu'il a d'importants besoins de financement. L'agence de notation *Moody's* a elle aussi conservé la note « Caa3 » pour El Salvador mais a relevé sa perspective de « négative » à « positive » car selon l'agence, les tensions sur les liquidités se seraient atténuées.

La dette publique s'est élevée à 25,35 Mds USD en 2022, soit 79,6 % du PIB. C'est le montant le plus élevé de ces 20 dernières années selon la Banque centrale nationale. Elle est en hausse de 4 % par rapport à 2021, année où elle s'était élevée à 24,4 Mds USD. Ces 5 dernières années, le solde de la dette publique a augmenté en moyenne de 8 % par an.

3. HONDURAS

La hausse des prix a ralenti en ce début d'année, le taux d'inflation interannuel s'élevant à 8,93 % à la fin janvier 2023, contre 9,8 % à la fin décembre 2022. Cette dynamique serait imputable à la baisse des prix du carburant et de l'électricité observable durant ce mois de janvier. Cette désaccélération est en revanche limitée par l'inflation alimentaire (+0,29% ce mois-ci) et par l'inflation des services d'hôtellerie restauration (+0,1 %).

Le Honduras a accueilli 1,9 M de visiteurs en 2022 (+131 % par rapport à 2021), générant l'entrée de 548,9 M USD de devises (+80 % par rapport à 2021). C'est la deuxième année consécutive d'augmentation du nombre d'entrées de visiteurs sur le territoire après la chute de 71,1 % en 2020, ayant réduit le nombre de visiteurs à 670 000 cette année-là. Cette dynamique n'a en revanche pas encore permis de retrouver le niveau pré-pandémique, où 2,3 M de touristes étaient rentrés sur le territoire. Parmi ceux de 2022, près de la moitié étaient Américains (43,4 %), suivi de Salvadoriens (17,4 %) et de Nicaraguayens (14 %).

4. NICARAGUA

Le Ministère de l'Intérieur a dissous 17 organisations non-gouvernementales, dont l'association locale des banques commerciales *Asobanp*. La *BAC*, *Ficohsa* ou encore la *Banpro* faisaient partie de cette organisation, mise en cause par le gouvernement pour ne pas avoir reconstitué un conseil d'administration en 2020 suite à sa dissolution et pour ne pas lui avoir communiqué ses résultats financiers en 2020 et 2021. Depuis le début des protestations en avril 2018, le gouvernement a dissous 3 223 ONG.

Le Nicaragua a acheté 350 nouveaux bus à la Russie. 150 bus ont été livrés fin janvier et 200 devraient arriver dans les prochains mois selon le gouvernement. Rosario Murillo a ajouté que le gouvernement importerait, en plus, des bus et équipements agricoles à la Biélorussie.

5. PANAMA

Selon un rapport de la Direction générale des **finances (DGI) du Ministère de l'Économie et des Finances**, les recettes courantes du gouvernement central ont augmenté de 21,1% **pour l'année 2022 (à 9,1 Mds USD)**. Ce niveau est supérieur de 11 % au niveau prépandémique.

La dette publique du Panama subit les effets de **la hausse des taux d'intérêt décidée par la Réserve fédérale américaine avec un coût moyen de la dette s'élevant à 4,41%**. Ce niveau reste plus faible qu'il y a 10 ans, où il s'élevait à 6,58 %. Et il reste plus faible par rapport aux grandes économies d'Amérique Latine (Mexique, Colombie, Chili). Pour faire face à cette charge, avec une dette publique équivalente à 61 % du PIB, le Panama a contracté 80 % de celle-ci avec des **taux fixes et essaie d'en avoir une gestion active**. L'Etat a levé 1 Md USD de dette à la fin décembre 2022 pour ne pas subir la hausse de taux attendue de la FED (au 1^{er} février 2023).

Selon le Secrétaire national de l'Énergie, le Panama a produit 80 % de son électricité par des sources renouvelables en 2022, notamment en **s'appuyant sur une matrice électrique à 70 % d'origine hydraulique**. Le pays est l'un des 20

pays du monde qui dépasse cette part de 80 % d'énergie renouvelable.

6. COSTA RICA

L'OCDE et le FMI demandent au gouvernement de ne pas déroger à la règle budgétaire en vigueur, alors que le Président de la République cherche des soutiens suffisants pour adopter une loi dans ce sens. Après la dernière revue du pays par le FMI en octobre 2022, les efforts importants en matière de contrôle des dépenses publiques avaient été salués. Néanmoins, au sein du gouvernement, on commence à penser que la règle pèse sur le développement de politiques publiques et des investissements nécessaires pour le développement économique et social du pays. **L'OCDE recommande à l'Etat de trouver de nouvelles sources de revenus en supprimant des exonérations d'impôts pour les coopératives et le salaire « scolaire », équivalent d'un treizième mois pour les employés publics.**

Selon un rapport de la Banque Centrale, les **secteurs d'activités qui contribuent le plus à la croissance du PIB en 2023 sont l'hôtellerie restauration (+ 7,4 %), les technologies de l'information et de la communication (+ 6,7 %) et les services aux entreprises (+ 5,6 %).**

Caraïbes

1. CUBA

A partir du 13 mars 2023, la compagnie aérienne Sky High Dominicana lancera une desserte **directe entre l'Aéroport international Aimé Césaire de Fort-de-France et l'Aéroport international José Martí à La Havane**. Deux vols par semaine sont annoncés. Fondée en 2002, Sky High Dominicana est installée en Martinique depuis 2021 ou elle assure une liaison avec la République dominicaine. Suite à la suspension, en 2019, des opérations de la compagnie Air Caraïbes à Cuba, Sky High devient aujourd'hui la seule compagnie à opérer des vols directs entre la Martinique et Cuba. Les connexions entre les

îles de la Caraïbes demeurent compliquées, du fait d'une offre faible et onéreuse.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

L'année 2022 marque un nouveau record pour le secteur du tourisme dans les Caraïbes avec une hausse de la fréquentation au Mexique, en République Dominicaine ou encore à Puerto Rico. Au total, la République Dominicaine a accueilli plus de 7,1 millions de touristes en 2022, soit une augmentation de 10 % par rapport à la période pré-pandémique. Ce chiffre record est notamment porté par les nombreux bateaux de croisières qui accostent sur l'île. Ainsi, le Ministère du Tourisme dominicain a annoncé une hausse de 20 % de fréquentation pour les seuls vacanciers croisiéristes par rapport à 2019. Selon Andrés Marranzini, vice-président de l'Association nationale des hôtels et restaurants de la République dominicaine (Asonahores), le **taux d'occupation des hôtels dépasse 75 %** avec un pic marqué en fin d'année (plus de 700 000 visiteurs pour le mois de décembre 2022). Secteur d'activité majeur pour le pays, le tourisme a permis de générer 8 671 M EUR de recettes en 2022.

Les travaux de construction des deux premiers hôtels qui feront partie du projet de développement touristique de Pedernales (PDTP) ont débuté le 5 février 2023. Le budget **total de ce projet s'élève à 240 M USD**. Le PDTP est placé sous la supervision de la fiducie Pro-Pedernales et de la Direction générale des partenariats public-privé (DGAPP). L'investissement total pour ce projet est estimé à 2 245 M USD au cours des dix prochaines années. Le PDTP comprend notamment neuf hôtels, un aéroport, un centre commercial, un aqueduc, une station d'épuration des eaux usées, un système de transmission électrique ainsi que des travaux d'eau et d'assainissement, des routes

telles que l'autoroute Enriquillo-Pedernales et des routes secondaires à Cabo Rojo.

3. HAÏTI

Selon la Banque Centrale de la République **d'Haïti**, le contexte socio-politique tendu et la dégradation continue du climat des affaires **viennent fragiliser encore davantage l'appareil** productif national et sa capacité à distribuer les biens et services à travers le pays. Par ailleurs, Haïti fait face à des pressions inflationnistes accentuées par un contexte international peu favorable : ralentissement de la croissance au niveau mondial, **taux d'inflation élevés**, resserrements monétaires aux Etats-Unis et dans la **Zone Euro...** A cela s'ajoutent les mauvaises performances agricoles de cette fin d'année (faible pluviométrie) et la rareté des ressources pétrolières, qui pèsent sur le quotidien compliqué de la population. En outre, selon le Conseil national de sécurité alimentaire (CNSA), près de la moitié de la population haïtienne nécessite une assistance alimentaire urgente.

4. DOMINIQUE

Le Premier Ministre Roosevelt Skerrit a annoncé que le gouvernement a récolté plus de 450 M USD dans le cadre du programme de Citoyenneté par Investissement. Ce programme qui permet l'attribution, aux investisseurs étrangers, d'un passeport du pays est porté par plusieurs îles de la Caraïbe Orientale : Antigua-et-Barbuda, Grenade, Saint-Christophe-et-Nièves et Sainte-Lucie.

5. BAHAMAS

La Banque Centrale des Bahamas a annoncé que le pays avait enregistré une croissance de 9 % de son PIB en 2022, soutenu notamment par la reprise du secteur touristique. **Malgré l'impact** de la pandémie, de la hausse importante du coût de l'énergie importée et de la hausse des taux d'intérêt, la Banque centrale affirme que ses efforts pour maintenir l'inflation et encourager

une politique de crédit au secteur privé ont permis de soutenir l'économie, en particulier la reprise de l'emploi.

6. BARBADE

La Première Ministre Mia Mottley et la Secrétaire d'État chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou, ont **rappelé l'importance de l'action conjointe de la France et de la Barbade en faveur d'une réforme ambitieuse du système financier international.** Dans le cadre d'une réflexion sur les relations financières entre les pays avancés et les pays victimes des conséquences du changement climatique, notamment les Petits États insulaires en développement (SIDS), la France accueillera en juin 2023 le sommet pour un « Nouveau Pacte Financier ». Ce dernier a été annoncé par le Président de la République Emmanuel Macron et la Première Ministre de la Barbade lors de la COP 27 en novembre 2022.

7. TRINITE ET TOBAGO

Le pays devrait dégager un excédent budgétaire inespéré pour 2022, le premier depuis 14 ans, (et alors que lors de sa publication, le budget 2022 prévoyait un déficit de 6% du PIB). Ceci grâce à **de meilleures recettes d'exportation d'hydrocarbures (pétrole et gaz) et d'ammonium (engrais).** Les comptes de l'État en 2022 doivent encore être approuvés par le Parlement.

8. JAMAÏQUE

L'Institut des Statistiques de la Jamaïque (STATIN) souligne que le niveau des exportations entre janvier et septembre 2022 (1,3 M Md USD) est 10,2 % plus élevé que sur la même période en 2021). L'augmentation des exportations est principalement liée à un bond de 84,2 % des exportations d'hydrocarbures.

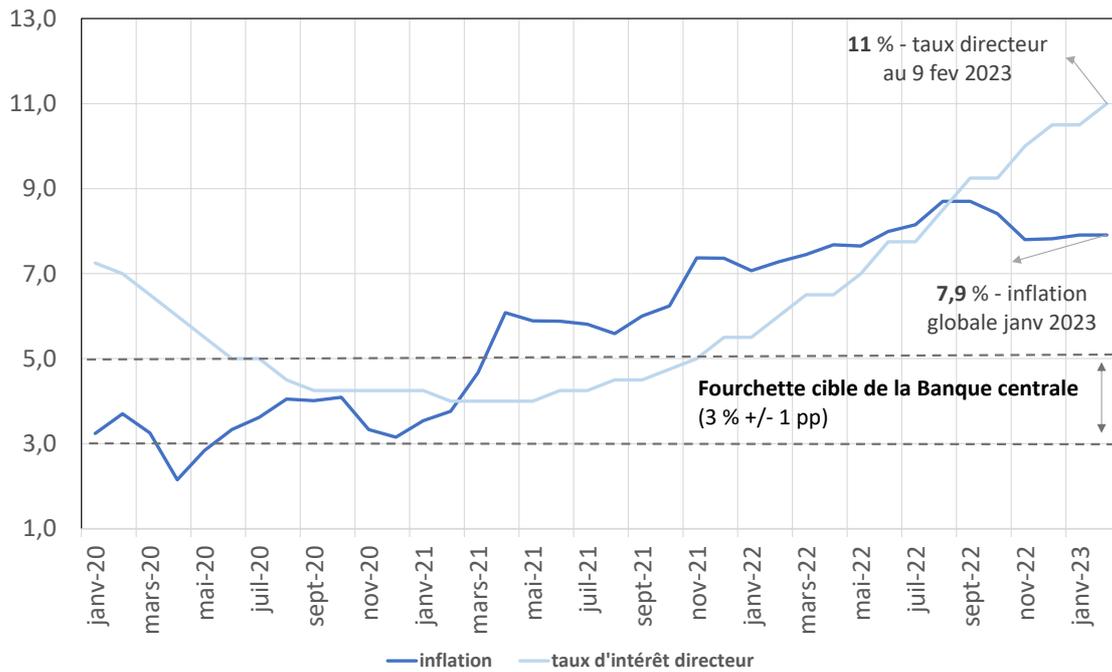
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	11 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	3,75 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	-1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EUI)	n/a	168 % (EUI)	+ 300 %	n/a

Source: FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

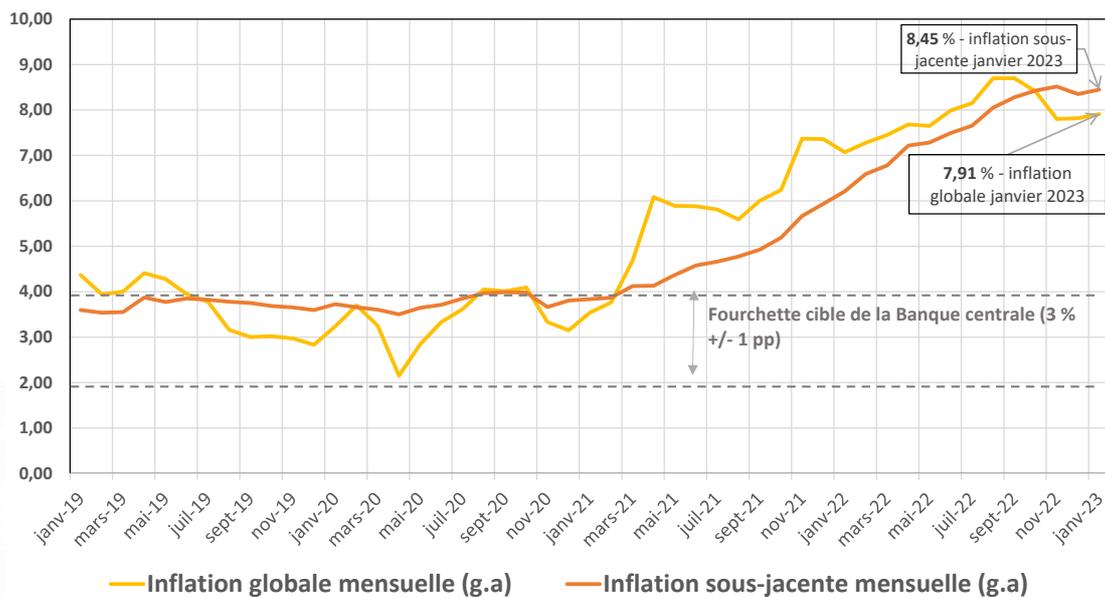
– Annexe Graphique – Mexique –

Inflation mensuelle (g.a, %) et taux d'intérêt directeur (%)



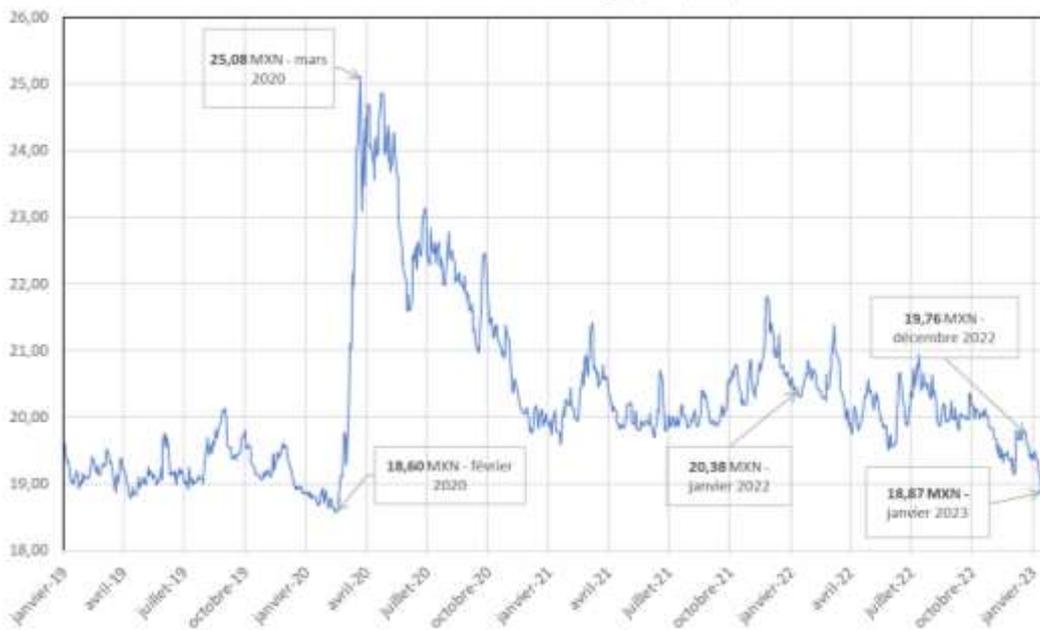
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

Inflation globale et sous-jacente mensuelles (% g.a.)



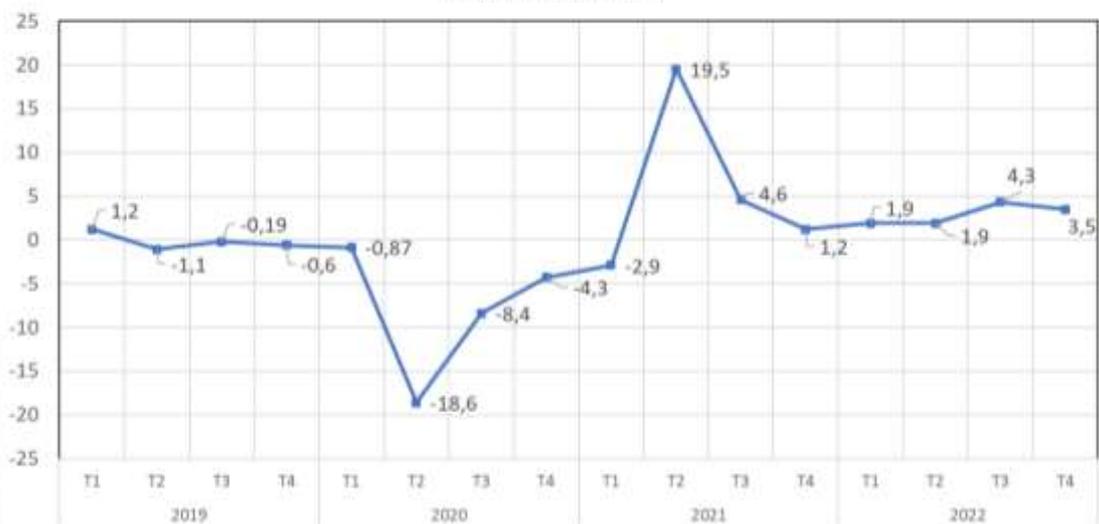
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Evolution du taux de change (MXN/USD)



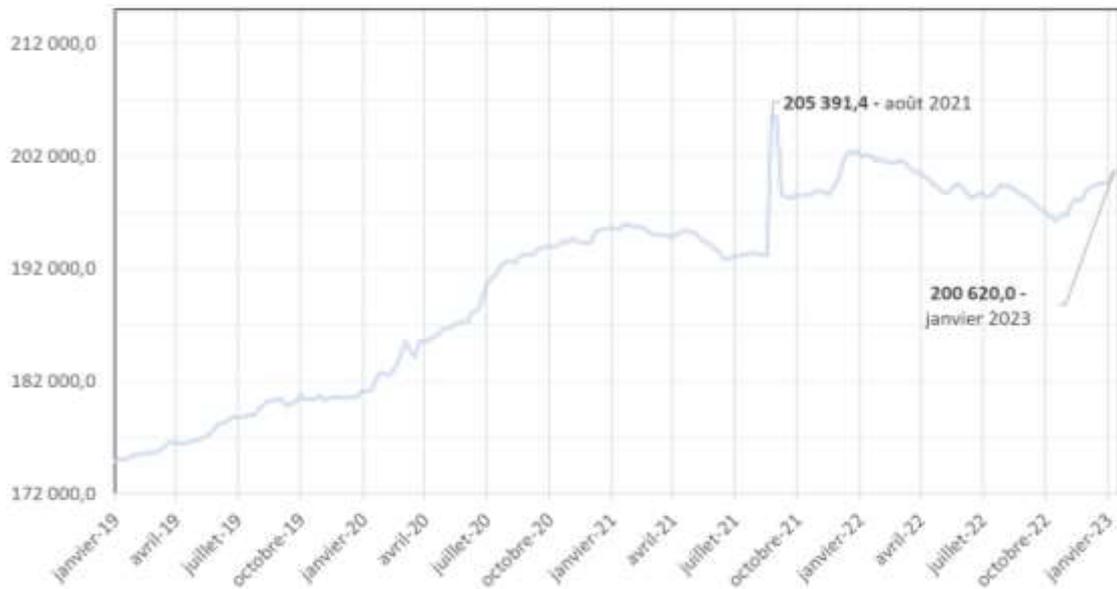
Source : Banque centrale du Mexique

Taux de croissance du PIB
 (% glissement annuel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Montant des réserves internationales (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique